

**LA COMMUNE LIBRE
DES GREDIN.ES**

Nous sommes un collectif d'étudiant.e.s mobilisé.e.s
de l'École Supérieure d'Art de Metz.

Face aux mesures restrictives qui s'ajoutent aux failles
institutionnelles déjà présentes nous décidons d'occuper
l'école en dehors des horaires d'ouverture à partir
du mercredi 12 mai à 17h00.

Il nous tient à cœur de nous réapproprier ces lieux dont
nous avons été privé.e.s depuis plusieurs mois.

Ce mouvement s'inscrit dans une démarche nationale
de lutte des théâtres, écoles d'art/design et lieux culturels.

Voici nos revendications :

Nous revendiquons un accès total à l'école pour l'ensemble des étudiant.es, nous trouvons illégitime de la fermer aux non-diplômant.es dans ce contexte de grande précarité, qu'elle soit économique ou psychologique.

Nous demandons la validation de toutes les années, qu'elles soient diplômantes et non-diplômantes.

Nous voulons que le maximum de possibilités concernant la scolarité des étudiant.es soient garanties. Le choix de la validation de son année, de son diplôme, de son redoublement, de son année de césure doit revenir à chaque étudiant.e.

Nous trouvons absurde la tenue des évaluations de fin d'année sans réaménagement après avoir passé deux années scolaires considérablement perturbées. Nous demandons la réinvention de manière collective des formes d'évaluation, qu'il s'agisse des bilans ou des diplômes.

Nous exigeons que les décisions concernant la logistique et la pédagogie de l'école soient prises collectivement, en respectant les intérêts et les priorités des étudiant.es, et qu'elles soient communiquées rapidement de manière claire et fluide à l'ensemble des personnes travaillant dans cette école.

Nous nous opposons à l'informatisation systématique de tous les ateliers et à la pérennisation du virage technologique décidé sans concertation avec les étudiant.es. Les nombreux rendus pdf obligatoires sont une charge de travail conséquente en plus que nous ne jugeons pas prioritaire dans la cadre d'études artistiques.

Nous demandons à la direction un comportement respectueux vis à vis des étudiant.es et du personnel enseignant. Nous n'accepterons plus les prises à partie, ni intimidations, ni infantilisations constantes. À la suite de quelques situations qui nous ont déplu, nous demandons également au corps enseignant un comportement respectueux vis à vis des étudiant.es. Nous voulons que les prises de paroles des professeur.es dans le cadre de tensions interrelationnelles soient désormais adressées aux groupes concernés plutôt qu'à un.e étudiant.e isolé.e.

Nous exigeons de pouvoir faire entrer des personnes extérieures à l'ESAL dans le cadre du travail artistique sans avoir à demander l'autorisation préalable à la direction.

Nous demandons des conditions de travail décentes, assez de place pour que chaque étudiant.e. puisse travailler sereinement. Une réhabilitation urgente de nos salles de classes, concernant notamment l'état et l'insalubrité des salles A3/A4/A5, le changement des tabourets en A1 en sièges corrects avant tout grand projet d'aménagement. Nous demandons la mise en place rapide d'une alternative viable au labo photo argentique et le réapprovisionnement en matériel de l'atelier son. Nous demandons une participation active des étudiant.e.s dans les décisions concernant le plan ESAL avenir.

Nous demandons de pouvoir avoir l'aide continue d'un.e technicien.ne dans chaque atelier et la création d'emplois étudiants sous forme de monitorats pour aider à la formation technique des étudiant.e.s. Nous demandons la présence d'une personne formée au moment de l'édition du mémoire de DNSEP.

Nous demandons le recrutement d'un.e nouvel.le professeur.e pour assurer les cours de Cinéma, qui ont disparu cette année ainsi que l'ajout de cours de philosophie dans notre formation. Nous demandons des cours d'Anglais hebdomadaire et en présentiel.

Nous demandons une personne formée, référente et une aide à l'utilisation de la plateforme Taiga si elle devient la seule alternative. Nous demandons une exonération des frais d'inscriptions pour les étudiant.e.s boursier.ères ou précaires. Nous demandons une exonération des frais d'inscription au concours d'entrée pour les étudiant.e.s boursier.ère.s ou précaires. Nous demandons l'arrêt de l'augmentation chaque année des frais d'inscription. Nous demandons une prise en compte de chaque situation financière individuelle dans le paiement des frais d'inscription. Nous demandons que les frais d'inscription des étudiant.es résidant en dehors de la métropole de Metz, soient alignés à ceux résidant à Metz. Nous considérons cette discrimination illégitime.

Nous demandons la mise en place claire et encadrée d'un fond de solidarité dans l'école.

Nous demandons, suite à la crise covid, qu'une aide forfaitaire exceptionnelle et accessible à tous.tes les étudiant.es sur simple demande soit mise en place comme d'autres écoles d'art l'on fait.

Nous demandons à toutes les institutions nationales concernées, un dédommagement financier conséquent pour nos deux années d'études perdues.

Nous demandons plus d'autonomie dans la gestion de l'aide financière attribuée aux élèves l'occasion des diplômes. La répartition du budget en deux devis uniquement nous oblige à prioriser la quantité à la pertinence, et à faire des compromis sur des achats parfois nécessaires. Le paiement par mandat administratif vis-à-vis des structures partenaires nous empêche également de nous tourner vers d'autres fournisseurs et plateformes de vente parfois plus appropriées, au désagrément de notre propre travail.

Nous demandons un prolongement de l'accès aux ateliers pour les étudiant.e.s après leur sortie de l'école. Ce matériel étant inaccessible post-diplôme, de nombreux.ses étudiant.es se retrouvent bloqué.es dans leur démarche et il nous semble essentiel de pouvoir alors s'appuyer sur les ressources de l'école.

Nous réclamons la titularisation des enseignant.es
sous contrats précaires ainsi que la revalorisation
des salaires de l'ensemble du corps enseignant
et de tous.tes les travailleur.euses de l'ESAL.

Nous exigeons au plus vite une communication
claire à l'ensemble de l'école de la part
de la direction concernant les problèmes
de harcèlement moral et sexuel qui ont eu lieux
dans cette école, ainsi qu'un positionnement
public concernant toutes formes
de discriminations qu'elles soient sexistes,
racistes, LGBTIphobes, validistes, putophobes...

Nous exigeons en parallèle l'implication
concrète de toutes les instances dans la prise
en charge de ces discriminations systémiques

Faisant partie des concerné.e.s, nous demandons la prolongation de l'année blanche et son élargissement pour tout.e.s les intermittent.e.s de l'emploi ainsi qu'aux primo-entrant.e.s, ce qui inclut également les intérimaires et extra-saisonnier.es.

L'abandon pur et simple de la réforme
« assurance chômage ».

Un financement du secteur culturel passant par un plan massif de soutien à l'emploi.

Nous demandons l'abandon de l'amendement UNEF issu du sexisme et du racisme institutionnel, visant à interdire les réunions en non-mixité au sein des associations que nous estimons cruciales dans la libération de la parole des victimes d'oppressions systémiques.

Nous demandons le retrait du plan « Bienvenue en France » car il empêche l'accès aux études supérieures ou précarise davantage les étudiant.e.s étranger.e.s hors Union Européenne.

Nous sommes solidaires des lycéen.nes qui se mobilisent pour l'annulation des épreuves du Bac et les réformes Blanquer. Leur lutte est légitime, nous les soutenons dans leurs actions.

Dans la continuité des mouvements sociaux nous demandons le retrait de la loi Sécurité Globale.

Dans l'attente d'une réaction de la part
des instances concernées.

Le collectif des
Gredin.es.